

DÉCLARATION DE LA PREMIÈRE COORDINATION NATIONALE DES COLLECTIFS EN LUTTE POUR L'ABROGATION DES REFORMES BLANQUER et de PARCOURSUP

La colère monte contre les réformes Blanquer et contre Parcoursup

Les réformes Blanquer constituent **une attaque frontale contre le service public d'éducation**, donc contre les élèves, leurs parents et les personnels. Nous n'acceptons ni l'explosion des inégalités sociales et territoriales, ni la fin du bac comme diplôme national, ni l'aggravation du tri social dans l'accès à l'enseignement supérieur, ni la liquidation de la filière professionnelle, ni les suppressions massives de postes et les classes de plus en plus chargées.

Rien n'est joué. **Nous sommes largement majoritaires à rejeter cette régression sans précédent : nous pouvons faire céder Blanquer.** C'est cette conviction qui a conduit à la création de collectifs (locaux, départementaux, académiques ou régionaux) contre ces réformes, regroupant personnels (syndiqué-e-s et non syndiqué-e-s) et parents, souvent avec le soutien de sections syndicales, décidant démocratiquement de leurs actions (tracts, délégations, manifestations, grèves, occupations, etc.).

C'est pour unir nos forces et donner une visibilité nationale à notre lutte que nous avons tenu le samedi 19 janvier une première coordination nationale de ces collectifs. Elle était ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent se battre dans le même sens (représentant.e.s d'AG inter-établissement, collectifs sur des points plus précis, « stylos rouges », organisations syndicales, associations de parents d'élèves, lycéen.ne.s). Elle a regroupé des représentant.e.s de 9 collectifs départementaux ou régionaux ainsi que de 30 collectifs ou AG d'établissement provenant de 17 départements différents, parmi lesquels des lycées généraux et technologiques, publics et privés, mais aussi des lycées professionnels. Au total, plus de 100 établissements étaient ainsi représentés. A l'issue de riches débats, nous nous sommes mis d'accord sur une plateforme de revendications nationale et avons commencé à construire un plan de bataille pour gagner.

La Coordination Nationale des collectifs en lutte contre les réformes Blanquer et contre Parcoursup :

1 - exige l'abrogation des réformes Blanquer, sur le bac, le lycée général et technologique, sur le lycée professionnel et sur Parcoursup (loi ORE). Ces réformes font système et nous les combattons toutes. Il n'est pas possible de les amender, ni de bien les appliquer. Elles impliquent nécessairement une dégradation brutale du service public d'éducation, des suppressions de postes massives, la concurrence généralisée entre les établissements et les disciplines, une explosion des inégalités sociales et territoriales. Il ne peut être question de réussir si nous nous battons de façon isolée, lycée par lycée pour grappiller provisoirement un poste ici ou là ou une spécialité par-ci par-là. **Les conséquences locales inacceptables ne peuvent signifier qu'une seule chose : il faut une bataille générale et unitaire pour renverser ces réformes.**

2 - condamne, dans ce cadre, toutes les formes de répressions, administrative et policière et défend fermement la liberté d'expression, de réunion et de manifestation des personnels, des élèves et de leurs parents. Elle apporte son soutien inconditionnel à toutes les victimes de ces répressions.

3- demande une carte élargie du réseau d'éducation prioritaire qui garantisse des moyens spécifiques pérennes humains et matériels.

4- s'oppose à la fermeture des CIO (Centre d'Information et d'Orientation) et à la suppression des postes de Psy-En, illustrant magistralement le double discours du Ministre prétendant améliorer l'orientation tout en fermant les structures qui s'en occupent... pour mieux ouvrir un vaste marché au privé !

Nous ne voulons plus nous battre pour témoigner, nous voulons nous battre pour gagner. En ce sens, la Coordination Nationale appelle à :

1- continuer à créer partout de nouveaux collectifs et à les coordonner à tous les niveaux ;

2- utiliser tous les moyens pour faire grandir la lutte en tenant compte des niveaux de mobilisation variables localement : tracts, affiches et vidéos pour démonter la communication trompeuse du Ministère, réunions avec les parents d'élèves et les élèves, manifestations, occupations d'établissement, grèves, etc., et relaiera toutes les actions entreprises;

3- construire la grève nationale du 24 janvier avec les organisations syndicales et les organisations lycéennes pour en faire un temps fort de l'action et un tremplin pour franchir un cap ;

4- à réunir, en particulier le 24 janvier, des Assemblées Générales académiques ou départementales de délégué.e.s mandaté.e.s par leurs établissements pour débattre des revendications et des modalités d'action pour gagner. *Nous savons que des journées d'action isolées, aussi puissantes soient-elles ne suffisent pas pour gagner. C'est pourquoi nous appelons les personnels à mettre en débat la grève reconductible.* Nous soulignons que la grève permet de libérer du temps pour agir, faire des tournées d'établissement, et ainsi construire la mobilisation.

5- s'adresser aux organisations syndicales à tous les niveaux pour qu'elles prennent les mêmes initiatives que celles de l'intersyndicale de l'académie de Créteil et de Rouen : convoquer partout des AG départementales ou académiques de délégué.e.s d'établissement sur la base d'AG locales. **Pour avoir la confiance de s'engager dans la lutte, les collègues doivent pouvoir être réuni.e.s pour sentir leurs forces et leur capacité à gagner ensemble.-**

6- mettre en débat les revendications remontées de certains collectifs qui sont étroitement liées à notre lutte pour défendre le service public d'éducation et combattre pour plus l'égalité sociale et territoriale, notamment : a) le retrait du projet de loi Blanquer sur « l'école de la confiance » et notamment son article 1 (imposition du devoir de réserve aux enseignant.e.s les empêchant de critiquer la politique du Ministère ou de l'administration devant les parents et les élèves) ; b) le retrait du SNU (Service National Universel), revendication des organisations lycéennes ; c) le retrait du décret permettant d'imposer aux enseignant.e.s une 2^e heure supplémentaire au-delà de leur service ; d) la hausse des salaires ; e) la titularisation des personnels précaires ; f) l'allègement des effectifs par classe, par exemple 25 maximum et moins en lycée professionnel et en ZEP ; g) le refus de toute suppression de poste ; h) la défense du statut de fonctionnaire d'Etat ; i) le refus du lycée 4.0 (lycée entièrement numérique).

7- mettre en débat dans les AG l'organisation d'une manifestation nationale centralisée à Paris le samedi 2 février, avec le soutien et l'aide des structures syndicales, fédération de parents d'élèves, organisations lycéennes, sur l'exemple de la manifestation régionale organisée à *Châlons-sur-Saône* le jeudi 24 janvier sur le thème « profs et élèves qui veulent se faire entendre » tout.e.s vêtu.e.s de noir avec des instruments et des objets sur lesquels frapper, ou sur celui de la manifestation régionale de *Nevers* le samedi 26 janvier.

8- tenir le 2 février une nouvelle Coordination Nationale, plus large et plus massive, pour continuer à faire grandir la lutte.

9- réunir l'argent nécessaire à la construction de la lutte (banderoles, voyages pour la coordination, soutien aux grèves reconductibles, etc.) dans les collectifs locaux et par la mise en place d'une cagnotte en ligne.

10- envoyer au moins trois délégué-e-s avec statut d'observateurs/trices à l'Assemblée des Assemblée des Gilets Jaunes de Commercy samedi 26 janvier pour faire connaître notre lutte et chercher les convergences possibles autour du combat contre les inégalités sociales et territoriales et pour la défense des services publics.

La coordination nationale des collectifs en lutte contre les réformes Blanquer et Parcoursup, avec la participation de membres de :

- l'inter-collectifs La Chaîne des Bahuts
- Collectif contre les réformes Blanquer et Parcoursup d'Ille-et-Vilaine
- Collectif contre les réformes Blanquer et Parcoursup de Loire-Atlantique
- Collectif contre les réformes Blanquer et Parcoursup d'Ile-de-France
- Collectif des enseignant.e.s inquiet.e.s des Ardennes
- Collectif du chalonais et 71
- Collectif contre la casse du lycée professionnel
- Collectif « Touche pas à ma ZEP »
- Collectif « Touche pas à mon lycée Pro »

Paris, le 19/01/2019

Adresse mail pour contact :

Île-de-France : collectifcrbpidf@gmail.com

Ille-et-Vilaine : collectifcrbp35@gmail.com

Haute-Garonne / Tarn : vhmobilisation@gmail.com

Sites internet :

<https://collectifcrbpidf.jimdofree.com/> (lien vers les pages Facebook sur le site)

<https://collectifcrbp35.blogspot.com/>

<https://sites.google.com/view/vhinquiet/accueil>

<https://collectifcrbp44.jimdofree.com/>

<http://contrelareformeblanquer.eklablog.com/accueil-c30362668>